



# Propositions de CANOL pour la nouvelle mandature

Région

Rhône-Alpes-Auvergne



## Plan de la conférence

---

- **Pourquoi CANOL s'intéresse à cette élection ?**
- **Le site internet que nous avons créé**
- **L'analyse de la situation actuelle**
  - **La gestion financière**
  - **Les politiques sectorielles**
- **Nos propositions**
- **Conclusions**



## Pourquoi CANOL s'intéresse à cette élection ?

---

- Parce que nous défendons les intérêts des contribuables (cf statuts) et que l'expérience montre qu'ils sont souvent mal traités
- Parce que nous analysons les comptes et les principales décisions de la région depuis 2001, que nous avons la compétence pour le faire et qu'à notre connaissance, personne d'autre ne le fait !
- parce que nos analyses nous ont révélé des lacunes importantes dans la gestion actuelle
- Parce que nous les avons déjà dénoncées en 2010
- parce que nous avons des idées sur la façon d'améliorer la situation



# Création d'un site pédagogique dédié aux élections

---

- La région actuelle : compétences, organisation, mode de scrutin,...
- La future région Rhône-Alpes-Auvergne
- La situation financière
- Les différentes politiques régionales
- Nos conclusions sur la gestion actuelle
- Nos propositions
- <http://region.canol69.fr>

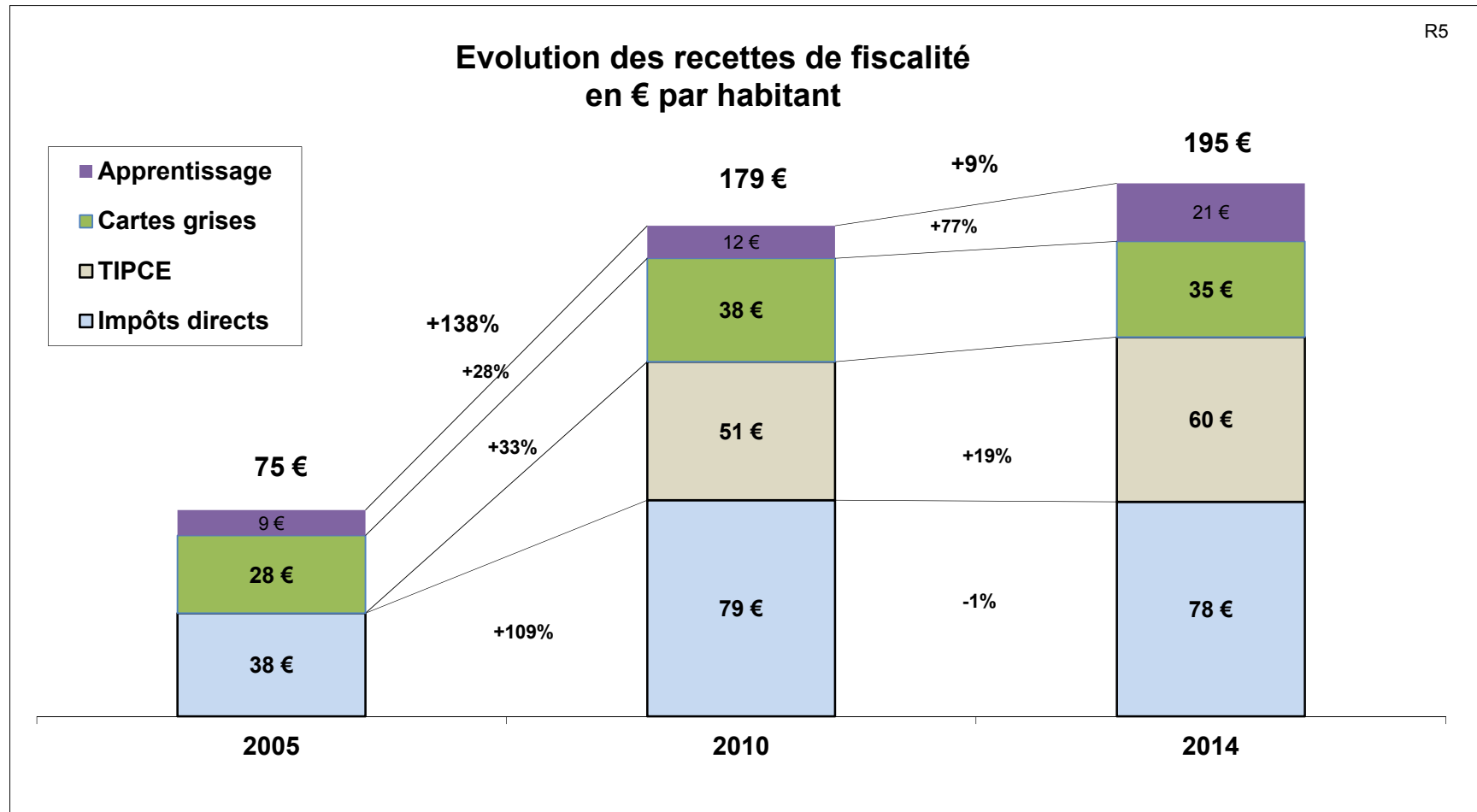


# La situation financière

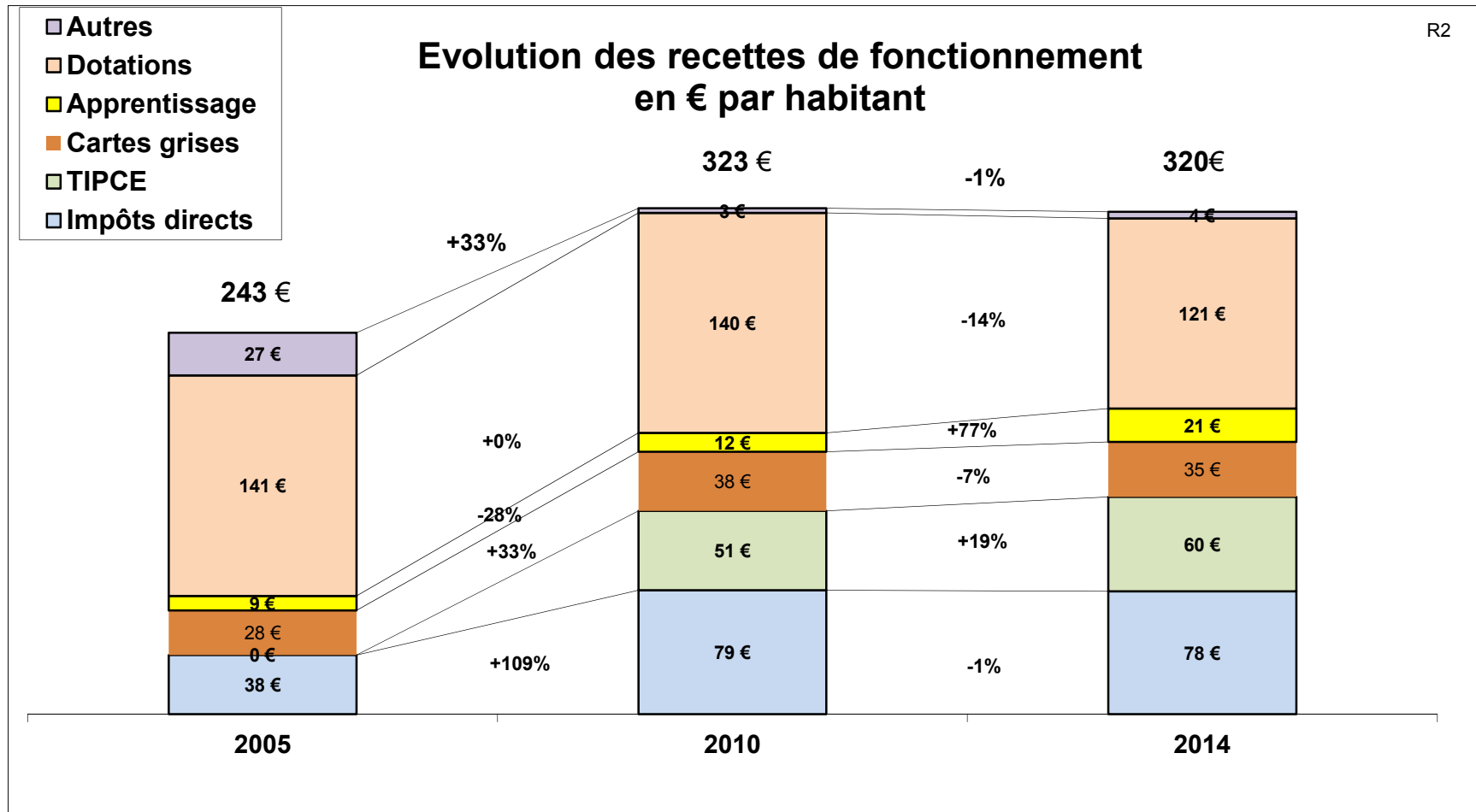
---

- **La fiscalité**
- **Les recettes**
- **Les dépenses**
- **Dettes et capacité d'investissement**
- **La gestion du personnel**

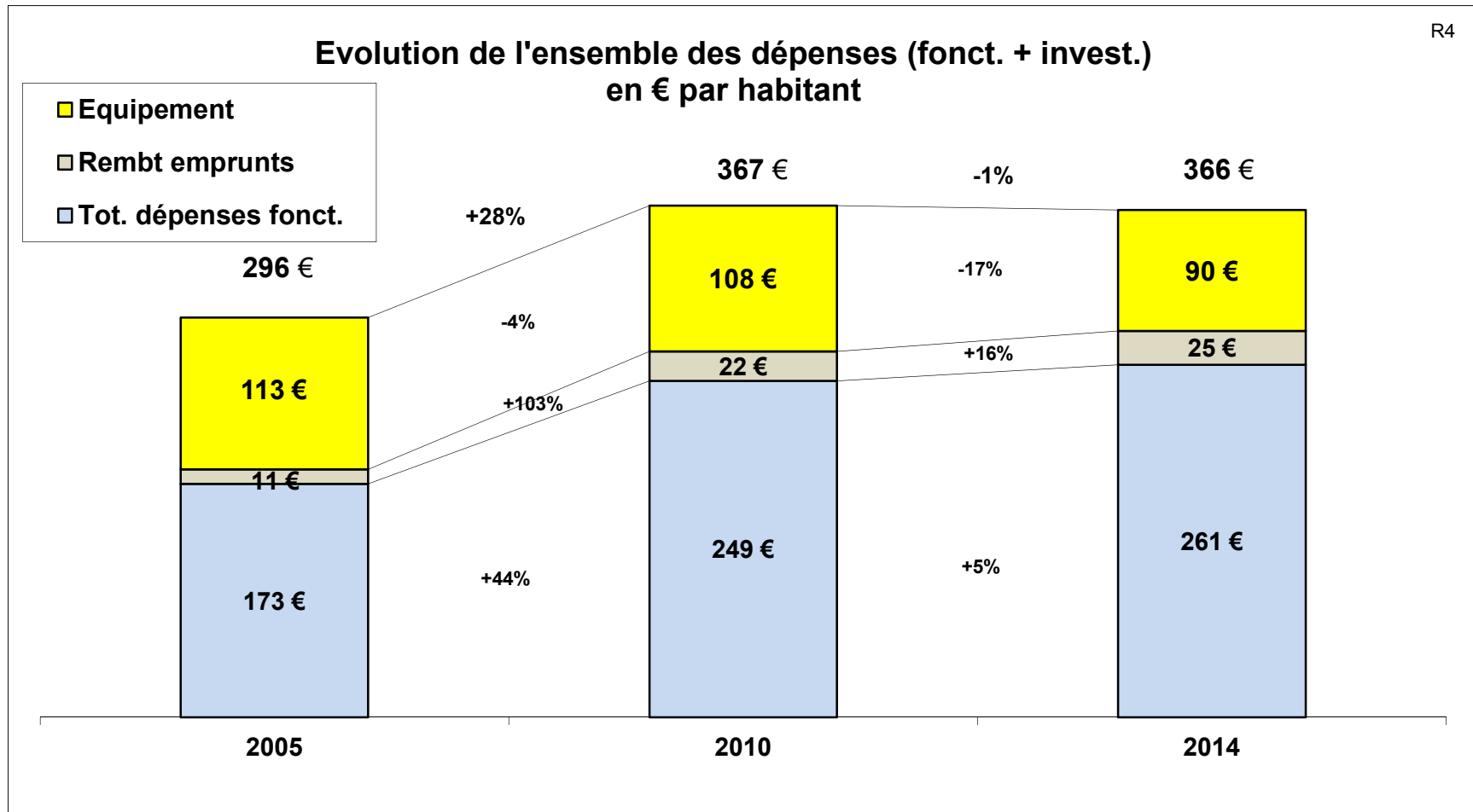
# La fiscalité



# Recettes de la Région



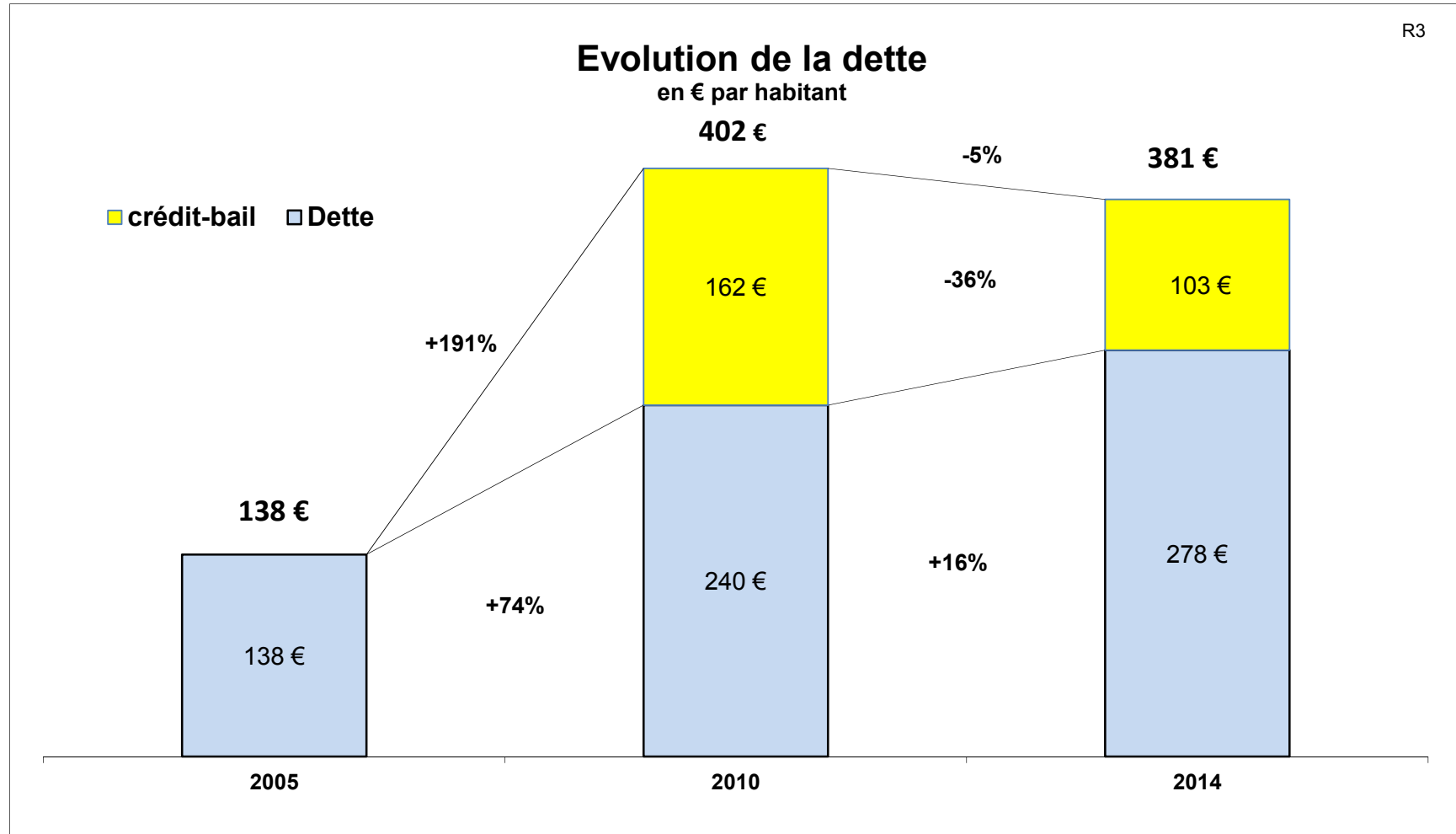
# Dépenses de la Région



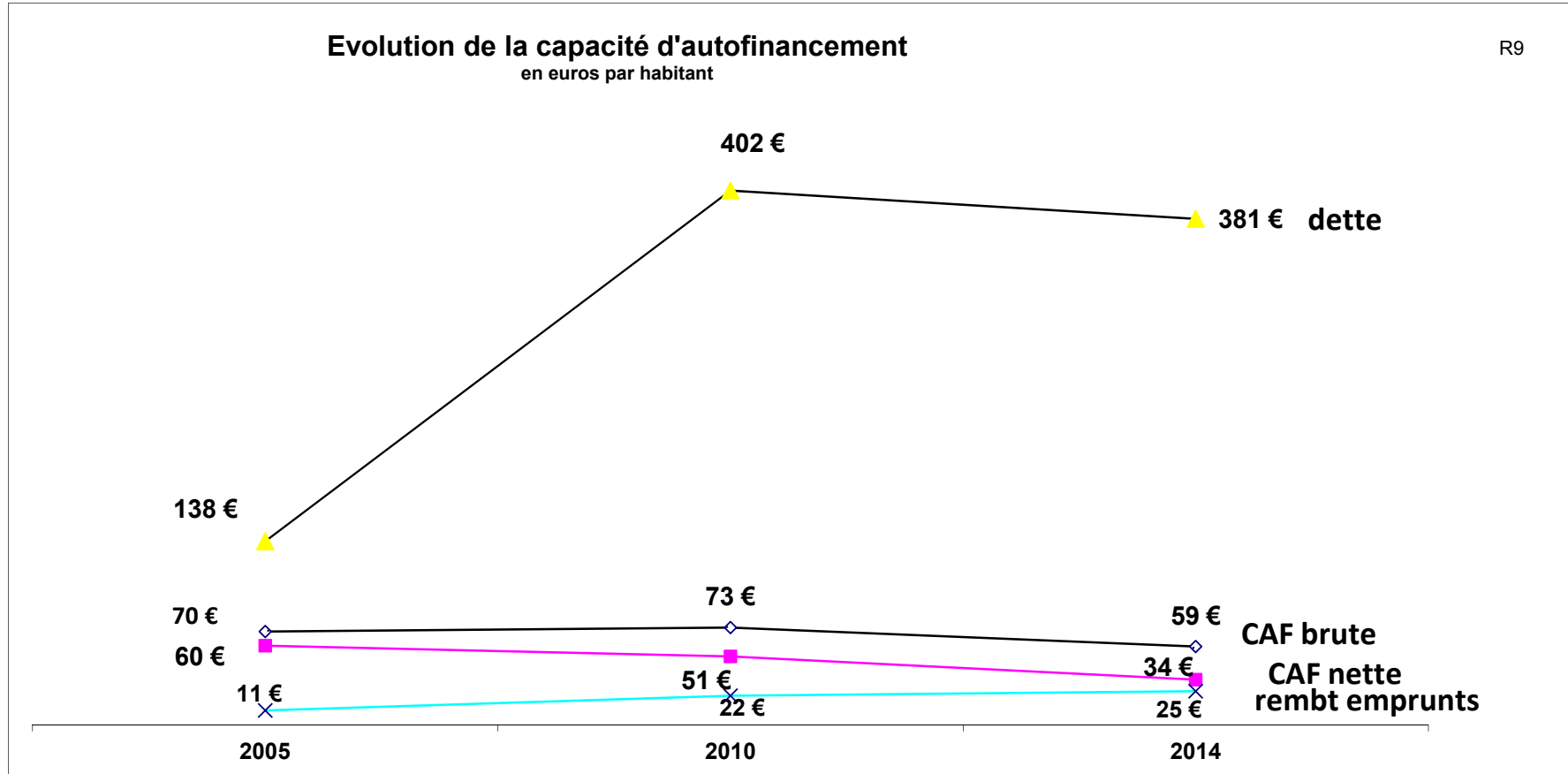


# La dette

R3



# La capacité d'autofinancement





# Les camouflages de la situation financière de la Région

---

- **Dette**
- **Contrats de crédit-bail**
- **subvention d'investissement**

## Les emprunts in fine

---

- **435 M€ d'emprunts in fine** conclus depuis 2012 à échéances :

– 2018	10 M€	- 2025	30 M€
– 2019	10 M€	- 2026	15 M€
– 2021	10 M€	- 2027	60 M€
– 2023	60 M€	- 2028	90 M€
– 2024	120 M€	- 2034	30 M€



# Les contrats de crédit-bail

---

- 3 contrats signés en 2007 et 2008 pour l'achat de rames de train
- Remboursement sur 38 ans
- **200 M€ de crédit-bail « oubliés » sur compte administratif 2014**
- **Annuités progressives de crédit-bail (achat de rames)**
  - Au lieu d'être de  $1/38^{\text{ème}}$  du total emprunté, annuité 2014 =  $1/270^{\text{ème}}$  du restant dû => grosses annuités repoussées quand le coût d'entretien sera le plus important !

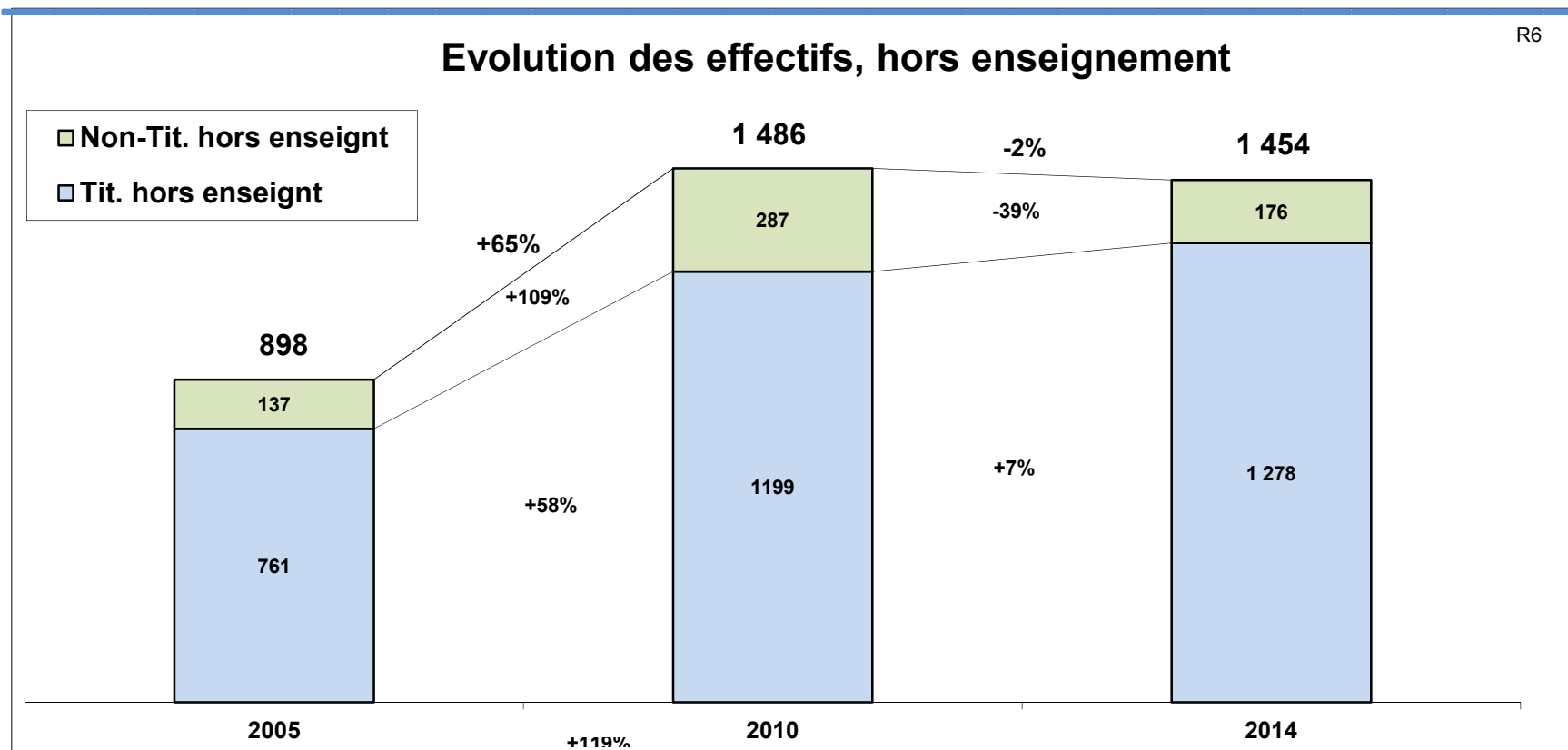


## Mauvaise imputation de subvention

---

- Le Grenelle de l'environnement a permis d'attribuer aux régions des subventions d'investissement pour la gestion des T.E.R. dans le cadre de l'aménagement du territoire
- **66 M€, versés à la Région en 2014, ont été passés en fonctionnement au lieu d'investissement** afin de présenter une capacité d'investissement plus acceptable !

# Les effectifs



- Attention ! Jusqu'en 2012 effectifs en nombre d'agents... Depuis 2013 en ETP (équivalents temps-plein) !
- En 2014 titularisation de nombreux non-titulaires !

# Absentéisme

---

- Calculé en nombre de jours par an :

	• 2001	2008	2012
– Personnel siège	13,9	19,5	19,4
– Personnel Lycées		29,2	<b><u>36,8</u></b>





# Les principaux excès de la gestion actuelle

---

- **Les principales dépenses**
- **Le contrôle des subventions**
- **Les résultats**



# Quelques dépenses abusives calculées sur 10 ans

- 
- |   |          |
|---|----------|
| • T.E.R.  | 5 000 M€ |
| • nouvel Hôtel de région  | 180 M€   |
| • Coopération décentralisée   | 100 M€   |
| • E.R.A.I.  | 60 M€    |
| • Subventions syndicats   | 45 M€    |
| • Rhône-Alpes Cinéma  | 45 M€    |
| • Subvention ST-Micro   | 25 M€    |
| • Technicentre SNCF   | 23 M€    |
| • CFA Les Mouliniers  | 10 M€    |
| • formation professionnelle : marchés illégaux  | 8 M€ ?   |
| • ARALD   | 8 M€     |
| • Villa Gillet et Nouvelles Substances  | 12 M€    |
| • Citoyenneté (démocratie participative, égalité hommes-femmes<br>lutte contre les discriminations,...) | 10 M€    |
| • .....   |          |



## E.R.A.I.

---

- Absence de contrôle
- Audit de 2012 non diffusé :
  - Absence de comptes des 29 filiales étrangères
  - Effectifs plus que doublés de 2007 à 2011
  - Frais disproportionnés
  - Quasi cessation de paiement à fin 2011
- Coût pavillon de Shangäi : > 18 M€
- Absence de résultats significatifs
- Discrédite les efforts des entreprises régionales à l'international
- Donne une mauvaise image de la région Rhône-Alpes



# Appels d'offres faussés

---

- Formation professionnelle
  - 48,48 M€ de marchés faussés (326 marchés)
  - Critère prix prend en compte l'écart par rapport à la moyenne des offres au lieu de la plus basse
  - Région déjà épinglée par le tribunal administratif en juin 2014 pour même motif
  - Le Préfet signale l'illégalité le 5 mai 2015 ... mais laisse faire !



# La gestion des subventions

---

- Dispersion : plus de 7500 subventions accordées en 2014 (930 M€ par an !)
- Absence d'objectifs quantitatifs
- Absence de contrôle de l'utilisation de l'aide
- Absence de responsabilités :
  - Financement croisés
  - Nombreux dérapages
  - Déficits nombreux
- La plupart des subventions importantes devraient être transformées en délégation de service public (DSP), les associations tirant plus de 50% de leurs ressources des subventions versées.

### Quelques associations subventionnées en 2013 par la Région dans le Rhône

1. Association	Domaine	Subv 2013 région	Total subv. 2013	Subv./ Ressources	7. déficit	8. Pas d'obj. Quant.	10. Manque bilan/Rés.	11. Manque Rapport	12. Compétence	14. Délég. Sce public
ADERA (Assoc dir. Écoles Beaux-Arts)	CULT	130 000 €	100 000 €	83%		x		x	x	x
CENTRE CULT. VILLEFRANCHE	CULT	180 743 €	894 000 €	58%		x		x	x	x
CENTRE EUROPEEN CINEMA.	CULT	3 172 000 €	3 396 000 €	65%	x	x		x	x	x
INSTITUT LUMIERE	CULT	900 000 €	3 531 000 €	57%	x	x		x	x	x
Institut d'Art Contemporain	CULT	597 500 €	1 371 000 €	72%	x	x		x	x	x
NACRE (Nouv. Ag. Cult. Rég.)	CULT	720 300 €	1 040 000 €	95%		x		x	x	x
Nelles Subsistances	CULT	309 000 €	2 296 000 €	91%	x	x		x	x	x
OPERA DE LYON	CULT	4 021 306 €	18 441 000 €	70%		x		x	x	x
VILLA GILLET	CULT	1 180 000 €	2 520 000 €	81%		x	x	x	x	x
ARDEAR agriculture	ECO	315 335 €	315 335 €	62%		x		x		x
ARDI (Ass Rhône Dévelpt Init.)	ECO	175 959 €	809 000 €	90%		x		x		x
ARDI dévelpt innovation	ECO	4 868 287 €	6 498 827 €	92%	x	x				x
CREN Espaces Naturels	ECO	971 313 €	2 447 481 €	92%	x	x		x		x
CRESS (Chambre Rale Econ. Soc. Solidaire)	ECO	495 118 €	586 000 €	78%	x	x		x		x
ENE Espace Numérique Entr.	ECO	879 723 €	1 548 605 €	90%	x	x				x
ERAI Entr. R-A Intern	ECO	7 158 688 €	7 376 000 €	62%	x	x		x		x
IMAGINOVE	ECO	873 673 €	1 187 000 €	76%	x	x		x		x
INITIATIVE RA	ECO	866 228 €	1 072 000 €	94%	x	x		x		x
RHONE-ALPES ACTIVE	ECO	154 725 €	133 000 €	95%	x	x		x		x
SERL	ECO	625 058 €	6 286 000 €	58%		x		x	x	x
RAEE R/A Energie Environn.	ENVIR	1 720 230 €	2 000 000 €	77%	x	x				x
ADIE 69 microcrédit	SOCIAL	840 000 €	27 518 984 €	96%	x	x		x	x	x
ALLIES alliance Lyon insertion écon. Soc.	SOCIAL	306 200 €	3 917 000 €	92%		x		x	x	x
OSCAR personnel région RA	SOCIAL	5 070 000 €	5 070 000 €	65%	x	x		x		
SACOVIV Vénissieux	SOCIAL	151 702 €	10 923 000 €	82%		x		x	x	x
SPORT DANS LA VILLE	SOCIAL	831 902 €	3 448 000 €	65%		x		x	x	x
ARAVIS	SYND.	568 187 €	577 680 €	26%	x	x		x	x	
CFDT	SYND.	218 736 €	404 682 €	17%		x		x	x	
CGT	SYND.	153 902 €	419 511 €	12%	x	x		x	x	



# Les résultats obtenus

---

- Nous les avons cherchés partout :
  - Dans les rapports d'activité
  - Dans la revue « Décisions »
  - Dans les délibérations
- Nous les avons demandés (T.E.R.) et n'avons obtenu que des infos très parcellaires
- Nous avons trouvé l'indication de beaucoup d'actions menées



# Les résultats obtenus

---

- Mais nous n'avons trouvé :

**ni objectif !**

- **ni résultat !**







# Nos propositions

---

- Financières
- Fixation des missions et des objectifs
- Contrôle et résultats
- T.E.R.
- Gestion des subventions
- Communication



# Finances

---

- Audit Rhône-Alpes et Auvergne à réaliser
- Évaluation des engagements financiers et extra-comptables
- Détermination marges de manœuvre pour la mandature
- Fixation d'objectifs de réduction de la dette et des dépenses sur la mandature



# Politique sectorielle

---

- Analyse situation de départ
- Choix des objectifs
- Remise en question des actions en cours en fonction de leur contribution aux objectifs
- Choix des moyens et réseaux à utiliser
- Mise en place d'indicateurs pour suivre l'action
- Fixation d'objectifs quantitatifs et qualitatifs
- Déterminer précisément les rôles attendus des départements, intercommunalités et métropole



# Politique sectorielle

(suite)

---

- N'investir que dans les secteurs correspondant à vos compétences
- Et où vous pouvez vous fixer des objectifs mesurables et réalistes



# Contrôles et mesures

---

- Chaque action en cours ou nouvelle doit contribuer à l'atteinte des objectifs fixés,
- La somme des coûts des actions entreprises ne doit pas dépasser le budget
- Les organismes subventionnés doivent contribuer aux objectifs et le prouver
- Point régulier sur les résultats obtenus



## T. E. R.

---

- Baisse du budget : fonctionnement et investissement
- négocier le prochain contrat en incluant des obligations de qualité de service très contraignantes avec fortes pénalités
- lier la rémunération de l'exploitant à la hausse de la fréquentation
- Étudier rapidement la mise en concurrence de la SNCF



# Gestion des subventions

---

- Ne subventionner que ce que vous êtes en mesure de contrôler
- Ne plus aider une association subventionnée par une collectivité d'un autre niveau
- Fixer des objectifs mesurables contribuant à l'atteinte des objectifs régionaux
- Exiger un reporting au moins semestriel
- Ne renouveler qu'en fonction des résultats produits et vérifiés





# communication

---

- Annoncer dans les 6 mois de la prise de fonction et pour chaque compétence :
  - Le choix des actions
  - Les objectifs fixés pour l'année et pour la mandature
- Semestriellement, publier :
  - Les résultats obtenus au regard des objectifs fixés
  - Les difficultés rencontrées
  - Les mesures de corrections décidées



# Conclusions

---

- Nous allons communiquer ces propositions aux différents candidats
- Nous leur demandons de remplir un **questionnaire** les engageant
- Nous publierons leurs réponses sur notre site
- Nous enverrons un communiqué annonçant leur publication



# CONTENU DU DOSSIER

---

- **Dépliant CANOL**
- **Copie de la présentation**
- **Réponse de M. QUEYRANNE du 12/10/15 au courrier de CANOL du 17/09/15**
- **Courrier de CANOL N°44 : les comptes du Conseil régional Rhône-Alpes de 2003 à 2008 : triste bilan !**
- **Courrier de CANOL N°43 : Les transports Express Régionaux (T.E.R.) : beaucoup d'argent investi pour des déficits croissants !**
- **CANOL Actualités n°64**